

ADVINI

DES VIGNOBLES, DES HOMMES, L'ÉMOTION



Rapport financier
Semestriel 2019

Conseil de Surveillance

Bernard JEANJEAN
Président

Brigitte JEANJEAN

Frédéric JEANJEAN

Vincent RIEU

Marie-Elisabeth PLANTADE

Pierre GUENANT

Jean-Marc LOUBIER

Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit
Représenté par Marie-Thérèse Mercier

KPMG
Représenté par Stéphane Orlando

Directoire

Antoine LECCIA
Président

Philippe JEANJEAN

Censeurs

Agro Invest, représenté par Olivier Guize

Grands Crus Investissements, représenté par Christophe Blanchy et Cédric Fontaine

Le présent rapport financier semestriel porte sur le semestre clos le 30 juin 2019 et est établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Il a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il est notamment disponible sur le site de notre société.

Sommaire

I - Attestation du Président du Directoire -----	p 4
II - Chiffres clés consolidés -----	p 5
III - Rapport semestriel d'activité -----	p 5
IV - Etats financiers consolidés semestriels résumés -----	p 9
V - Rapport des Commissaires aux comptes -----	p 29

I - Attestation du Président du Directoire

J'atteste, en ma qualité de Président du Directoire de AdVini, qu'à ma connaissance les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation de AdVini et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

St Félix de Lodez, le 6 septembre 2019

Antoine LECCIA
Président du Directoire d'AdVini.

II - Chiffres clés consolidés

Comptes semestriels en millions d'euros	S1 2019	S1 2018	Var
Chiffre d'affaires	130,49	119,33	9,3%
Marge Brute (%CA)	37,7%	39,4%	
EBITDA	9,08	7,47	21,5%
Coût de l'endettement financier	-1,06	-0,74	43,2%
Résultat financier	-1,02	-0,72	42,5%
Résultat net - Part du groupe	1,87	1,79	4,6%

Capitaux propres	105,00	101,27
Endettement financier net *	173,80	177,85
Taux d'endettement net	166%	176%

* hors dettes locatives liées à l'application d'IFRS16.

III - Rapport semestriel d'activité

Evolution de l'activité

L'activité d'AdVini a progressé de +9,3% sur le premier semestre 2019, avec un chiffre d'affaires de 130,5 M€ (+7% à périmètre et change constants, compte tenu de l'entrée de périmètre de Pro Dégustation, leader français des cours d'initiation à la dégustation).

En France, l'activité est en croissance de +4% sous l'impulsion de la Grande Distribution. En revanche, le secteur Traditionnel, constitué des grossistes, restaurants et cavistes, est en repli de 3% consécutive à une météo défavorable et aux mouvements sociaux qui ont perduré dans les grandes villes.

La dynamique des trois premiers mois s'est poursuivie au second trimestre sur l'Export, en croissance de +20%, et qui représente désormais la moitié du chiffre d'Affaires d'AdVini. Cette dynamique est particulièrement marquée sur l'Amérique du Nord, l'Europe du Nord et l'Asie. Nos Marques Maisons de Vins & Châteaux, avec une hausse de 6,8% sur le semestre, représentent désormais 39% des ventes de vins d'AdVini.

La division Vins & Services retrouve une forte croissance (+12%), consécutive autant à la croissance sur la France qu'à la montée en puissance de Stellenbosch Vineyards, Afrique du Sud, acquis en 2018.

Revue financière

La marge brute progresse de 2,2m€ en valeur pour atteindre 49,2m€, bien que légèrement diluée (-170bps) par la hausse de cours sur certaines régions (Vallée du Rhône, Provence).

L'EBITDA, à 9,1M€ est en hausse de 21,5% (+15,6% à périmètre et change constant). La marge d'EBITDA s'établit à 7% contre 6,3% l'année dernière à la même période.

Cette nouvelle progression de l'EBITDA s'explique principalement par l'augmentation de marge brute, associée à des charges fixes maintenues stables malgré la croissance.

Dans ce contexte, le résultat net part du Groupe s'établit à 1,9m€, légèrement supérieur à la performance délivrée l'année dernière à la même époque.

Le contrôle accru du BFR et l'absence de croissance externe significative sur les 12 derniers mois permettent une amorce de désendettement qui se traduit par une baisse de 4m€ de la dette financière nette ajustée (hors ajustement IFRS 16). En conséquence, le gearing baisse de 13 points vs décembre 2018 pour s'établir à 163%.

Evènements significatifs du semestre écoulé

Le premier semestre a été marqué par :

- Le 7 juin 2019, la création de L&M Holding détenue à 45% par la société Garri du Gai. Cette société détient 100% de la SCEA du château Liversan, nouvellement créée et 100% de la SCEA Château Mirefleurs. Elle est consolidée par mise en équivalence.
- En Afrique du sud, augmentation de la participation d'Advini ASA dans la société Stellenbosch Vineyards qui passe de 56.83 % à 65.3%.
- L'application d'IFRS 16 au 1er janvier 2019 a eu comme effet la reconnaissance à l'actif de droits d'utilisation pour 23,3 M€ (17,4 M€ au titre des locations de terres agricoles et 5,9 M€ au titre des autres locations) et au passif de dettes locatives pour 23,3 M€ (dont 17,4 M€ au titre des locations de terres agricoles et 5,9 M€ au titre des autres locations).

Evènements post-clôture

Afin d'optimiser son BFR, Advini a signé un contrat d'affacturage déconsolidant au mois de Juin 2019. Dans ce cadre, 30 M€ de créances ont été cédées sur le mois de Juillet 2019.

Risques et incertitudes

La nature des risques auxquels est exposé le Groupe n'a pas changé significativement et est décrite en note 26 de l'annexe des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2018 ainsi qu'au paragraphe VI du rapport de gestion 2018. Les risques au cours des six prochains mois sont ceux associés à la volatilité et au manque de visibilité sur les marchés ainsi que les habituels aléas liés aux aspects quantitatifs et qualitatifs de la récolte à venir.

Perspectives 2019

Malgré le manque de visibilité tant sur la situation géopolitique et le change que sur le volume de la récolte 2019 et ses éventuelles conséquences sur les cours des vins, la croissance de l'activité et des résultats devrait se confirmer sur le second semestre 2019.

Transactions avec les parties liées

Ces informations sont fournies dans la note 18 de l'annexe des comptes consolidés résumés au 30 juin 2019. Leur nature n'a pas significativement varié depuis le 31 décembre 2018.

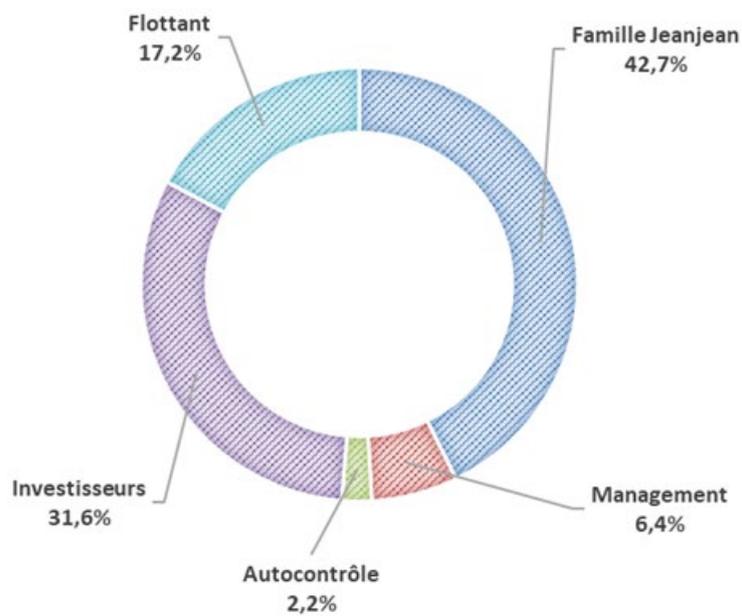
Les modalités du programme d'attribution d'actions gratuites sont précisées dans la note 16 de l'annexe des comptes consolidés résumés au 30 juin 2019.

Données boursières

Evolution du cours sur 1 an au 30/06/2019 (source Euronext)



Répartition de l'actionnariat (juin 2019)



Un actionnariat organisé autour de la famille Jeanjean, d'investisseurs et du management.

IV – Etats financiers consolidés semestriels résumés

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

en milliers d'euros	Notes	30-juin-19	30-juin-18
Chiffre d'affaires	5	130 491	119 334
Achats consommés		-81 353	-72 368
Charges de personnel		-21 576	-19 630
Charges externes		-17 539	-18 821
Impôts et taxes		-2 576	-2 324
Dotations aux amortissements	6,7,8	-5 987	-4 935
Dotations aux dépréciations		-472	-658
Autres produits opérationnels	9	2 279	2 286
Autres charges opérationnelles	9	-651	-1 010
Résultat opérationnel		2 617	1 874
Quote part des sociétés mises en équivalence		105	57
Résultat opérationnel après QP du résultat des sociétés MEE		2 722	1 931
Coût de l'endettement financier brut		-1 060	-741
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		37	23
Coût de l'endettement financier net		-1 023	-718
Autres produits financiers		99	-50
Autres charges financières		-17	-31
Charge d'impôt	10	370	693
Résultat net des activités poursuivies		2 150	1 825
Résultat net d'impôt des activités arrêtées			
Résultat net		2 150	1 825
Résultat net – Intérêts ne conférant pas le contrôle		279	36
Résultat net - Part du groupe		1 871	1 789
Résultats par action en euros (part du groupe) :	11		
- de base pour le résultat net		0,49	0,48
- dilué pour le résultat net		0,49	0,48

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

en milliers d'euros	30-juin-19	30-juin-18
Résultat net	2 150	1 825
Variation des hypothèses actuarielles indemnité de départ à la retraite		
Effet d'impôt différé sur indemnités de départ à la retraite		
Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat		
Variation de la juste valeur des instruments de couverture		
Effet d'impôt différé sur instrument de couverture		
Ecart de conversion	507	-1 437
Autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net	507	-1 437
Autres éléments du résultat global	507	-1 437
RESULTAT GLOBAL	2 657	387
dont part groupe	2 284	760
dont part des tiers détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	373	-373

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

en milliers d'euros	Notes	30-juin-19	31-déc-18
Goodwill	14	7 863	7 862
Immobilisations incorporelles	7	30 223	39 261
Droits d'utilisation		34 621	
Immobilisations corporelles	8	124 962	129 260
Participations dans des entreprises associées	16	7 486	2 692
Autres actifs financiers non courants	17	1 298	824
Impôts différés actifs	12	1 688	2 191
Actifs non courants		208 142	182 090
Stocks	18	133 368	118 645
Clients	19	54 948	56 528
Autres créances	20	18 595	18 973
Actifs d'impôts exigibles	20	3 601	1 584
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21	11 555	8 081
Actifs courants		222 066	203 811
TOTAL ACTIF		430 208	385 901
Capital émis	22	31 491	30 827
Primes d'émission		18 657	18 625
Réserves		45 749	42 895
Résultat Part du Groupe		1 871	4 471
Capitaux propres Part du Groupe	22	97 768	96 818
Intérêts Minoritaires		7 231	7 373
Capitaux propres	22	105 000	104 191
Dettes financières	23	49 818	52 888
Dettes locatives		21 982	
Passifs d'impôts différés	12	13 549	14 825
Provisions part non courante	9	2 127	2 127
Passifs non courants		87 476	69 840
Dettes financières - part à moins d'un an	23	132 322	125 902
Dettes locatives		3 485	
Dettes d'impôt exigible		683	401
Fournisseurs et comptes rattachés		65 982	49 749
Provisions part courante	9	1 058	1 448
Autres passifs courants	27	34 201	34 371
Passifs courants		237 732	211 870
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		430 208	385 901

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

en milliers d'euros	Notes	30-juin-19	30-juin-18
Résultat net consolidé		2 150	1 825
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant) *	6,7,8	5 774	4 793
Autres produits et charges calculés		-41	24
Plus ou moins values de cessions		-1 534	-1 829
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-105	-57
- Dividendes (titres non consolidés)			-11
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		6 245	4 745
Coût de l'endettement financier net		1 060	741
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	10	-370	-693
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		6 935	4 792
Impôts versés		-366	-164
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité		-1 553	-3 524
Flux net de trésorerie généré par l'activité		5 016	1 104
Décaissements liés aux investissements corporels et incorporels	6,7,8	-4 869	-4 974
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6,7,8	102	3 526
Décaissements liés aux investissements financiers non courants			0
Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers non courants			
- Dividendes (titres non consolidés)		48	11
Variation nette des prêts et créances		-372	-49
Incidence des variations de périmètre			-7 432
Cession de filiales et autres unités de production			
Subventions d'investissement encaissées			4
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-5 091	-8 913
Achats et ventes d'actions propres		-151	-164
Somme reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital			
Souscription de capital des minoritaires dans les filiales			
Dividendes payés au cours de l'exercice			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			-7
- Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées		-73	
Rachat de minoritaires			
Encaissement liés aux nouveaux emprunts	17	5 857	7 047
Remboursement d'emprunts	17	-8 407	-8 120
Intérêt financiers nets versés		-1 063	-748
Autres flux liés aux opérations de financement		-364	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-4 200	-1 992
Incidence des variations des cours des devises		69	107
Variation de trésorerie		-4 206	-9 694
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture		-103 675	-100 698
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture		-107 881	-110 391

Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité

en milliers d'euros	30-juin-19
Stock	-17 189
Clients	1 538
Fournisseurs	18 205
Autres créances et dettes	-4 108
Variation du BFR	-1 553

La variation négative du BFR s'explique principalement par l'augmentation des stocks de vin pour 17 M€, liée à la saisonnalité de l'activité, forte activité sur le rosé et préparation des foires aux vins d'automne mais compensée par l'amélioration des autres postes, essentiellement par l'impact favorable du montant des dettes fournisseurs. Le groupe a notamment optimisé les dates de commandes et les livraisons.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

en milliers d'euros	Capital	Primes	Réévaluation	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Total Capitaux Propres Groupe	Tiers détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	Total Capitaux propres
au 31/12/2017	7 696	41 609		-1 569	47 239	94 977	5 042	100 018
au 31/12/2017	7 696	41 609		-1 569	47 239	94 977	5 042	100 018
Résultat net					4 471	4 471	-9	4 462
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-1 836	-1 836	-385	-2 222
Résultat global	0	0		0	2 635	2 635	-395	2 240
Augmentation de capital ADVINI SA	23 088	-23 088				0		0
Paievements fondés sur des actions					48	48		48
Opérations sur titres auto détenus				578		578		578
Dividendes versés					-1 366	-1 366	-15	-1 381
Dividendes versés en actions	44	123			-167	0		0
Variation de périmètre					-6	-6	2 763	2 757
Autres		-21	37		-63	-47	-22	-69
au 31/12/2018	30 828	18 624	37	-990	48 319	96 818	7 373	104 191
Résultat net					1 871	1 871	279	2 150
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					413	413	94	507
Résultat global	0	0		0	2 284	2 284	373	2 657
Augmentation de capital ADVINI SA	664				-664	0		0
Paievements fondés sur des actions					16	16		16
Opérations sur titres auto détenus				-156		-156		-156
Dividendes versés					-1 299	-1 299	-77	-1 376
Dividendes versés en actions					0	0		0
Variation de périmètre			94		0	94	-459	-365
Autres		33			-21	12	21	33
au 30/06/2019	31 491	18 657	131	-1 146	48 635	97 769	7 231	105 000

NOTE 1. INFORMATIONS GENERALES.....	16
NOTE 2. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE.....	16
NOTE 3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D’EVALUATION.....	16
NOTE 4. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	18
NOTE 5. INFORMATION SECTORIELLE.....	20
NOTE 6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	21
NOTE 7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	21
NOTE 8. DROITS UTILISATION ET DETTES LOCATIVES.....	24
NOTE 9. AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS.....	24
NOTE 10. IMPOTS SUR LES RESULTATS.....	24
NOTE 11. RESULTAT PAR ACTION.....	24
NOTE 12. GOODWILL.....	25
NOTE 13. PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES.....	25
NOTE 14. STOCKS.....	25
NOTE 15. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	26
NOTE 16. CAPITAL SOCIAL.....	26
NOTE 17. DETTES FINANCIERES.....	26
NOTE 18. PARTIES LIEES.....	28
NOTE 19. ENGAGEMENTS ET PASSIFS EVENTUELS.....	28
NOTE 20. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE LA PERIODE.....	28

Note 1. Informations générales

AdVini (ci- après « le Groupe ») est une société de droit français dont le siège social est à Saint Félix de Lodez (34). Son activité est la production, le négoce et l'élevage de vins.

AdVini est une société anonyme cotée sur l'Eurolist Paris Compartiment C d'Euronext Paris (Code ISIN : FR0000053043). Elle est soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier, aux dispositions du Code de Commerce.

En date du 6 septembre 2019, le Directoire a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés semestriels résumés d'AdVini clos le 30 juin 2019. Ils ont été présentés pour vérification et contrôle au Conseil de Surveillance de la société AdVini en date du 6 septembre 2019.

Note 2. Faits marquants de la période

Le premier semestre a été marqué par :

- Le 7 juin 2019, la création de L&M Holding détenue à 45% par la société Garri du Gai. Cette société détient 100% de la SCEA du château Liversan, nouvellement créée et 100% de la SCEA Château Mirefleurs. Elle est consolidée par mise en équivalence.
- En Afrique du sud, augmentation de la participation d'Advini ASA dans la société Stellenbosch Vineyards qui passe de 56.83 % à 65.3%.
- L'application d'IFRS 16 au 1er janvier 2019 a eu comme effet la reconnaissance à l'actif de droits d'utilisation pour 23,3 M€ (17,4 M€ au titre des locations de terres agricoles et 5,9 M€ au titre des autres locations) et au passif de dettes locatives pour 23,3 M€ (dont 17,4 M€ au titre des locations de terres agricoles et 5,9 M€ au titre des autres locations).

Note 3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

• Déclaration de conformité

Les comptes consolidés de Groupe, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2019, ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes au référentiel IFRS et aux interprétations IFRIC et SIC, tels qu'adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2019. Les IFRS sont disponibles sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_en.htm).

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2018, à l'exception des nouvelles normes décrites ci-dessous appliquées à compter du 1er janvier 2019.

Le Groupe a appliqué les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne d'application obligatoire pour les comptes du Groupe à compter du 1er janvier 2019 :

- IFRS 16 Contrats de location
- IFRIC 23 Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat
- Amendements à IFRS 9 : Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative
- Amendements à IAS 28 : Intérêts à long terme dans une entreprise associée ou une coentreprise
- Améliorations annuelles des IFRS cycle 2015-2017
 - Amendements à IFRS 3 Regroupements d'entreprises & IFRS 11 Partenariats
 - Amendements à IAS 12 Impôts sur le résultat
 - Amendements à IAS 23 Coûts d'emprunt
- Amendements à IAS 19 : Modification, réduction ou liquidation d'un régime

L'impact de l'adoption de la norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2019 est décrit ci-dessous. L'adoption des autres nouvelles normes/amendements/interprétations obligatoires listées ci-dessus n'a eu aucun impact sur les comptes du Groupe.

La norme IFRS 16 - Contrats de location et l'interprétation IFRIC 23 - Incertitude relative aux traitements fiscaux.

- Les impacts de l'adoption de cette norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2019 sont décrits ci-dessous.

Cette norme IFRS 16 remplace IAS 17 et les interprétations qui y sont liées (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27).

La nouvelle norme élimine la distinction location simple/ location financement en imposant au locataire de comptabiliser un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué en contrepartie d'une dette représentant l'obligation de payer ce droit, sauf exceptions (contrats d'une durée raisonnablement certaine inférieure à 12 mois ou actifs sous-jacents de faible valeur – i.e. dont la valeur unitaire à neuf n'excède pas environ 5.000 \$ et qui peuvent être utilisés séparément).

L'amortissement du droit d'utilisation et les intérêts sur le passif sont ensuite comptabilisés séparément au compte de résultat. Pour les bailleurs en revanche, la norme reconduit l'essentiel des principes antérieurs d'IAS 17. Les montants ont été comptabilisés à l'actif et au passif, au 1er janvier 2019.

La méthode de transition retenue par la Groupe est la méthode "rétrospective simplifiée ».

Le taux d'actualisation utilisé dans l'évaluation initiale de la dette locative est le taux marginal distinct en fonction des actifs à financer ce taux varie entre 1,3% et 3,2% selon les contrats.

L'application d'IFRS 16 au 1er janvier 2019 a eu comme effet la reconnaissance à l'actif de droits d'utilisation pour 23,3 M€ (17,4 M€ au titre des locations de terres agricoles et 5,9 M€ au titre des autres locations) et au passif de dettes locatives pour 23,3 M€ (dont 17,4 M€ au titre des locations de terres agricoles et 5,9 M€ au titre des autres locations).

Les impacts de l'application d'IFRS 16 au 1er janvier 2019 sont développés dans la note 8 (Droits d'utilisation et dettes locatives).

- Pour l'interprétation IFRIC 23, il n'y a pas eu d'impact dans les comptes semestriels au 30 juin 2019. En effet, en terme d'évaluation, IFRIC 23 n'impacte pas les modalités d'évaluation des incertitudes fiscales appliquées par le Groupe jusqu'à présent. Par ailleurs, en terme de présentation, l'IFRS IC a été saisi du sujet mais n'a pas encore statué définitivement sur la présentation au bilan des risques fiscaux relatifs à l'impôt sur le résultat. En conséquence, en l'absence de décision définitive, aucun reclassement n'a été effectué au 30 juin 2019. Les risques fiscaux relatifs à l'impôt sur le résultat restent classés dans la catégorie des provisions.

Par ailleurs, le Groupe n'a anticipé l'application d'aucune autre norme, interprétation et amendement ou révisions qui n'auraient pas encore été adoptés par l'Union européenne ou dont l'application n'est pas obligatoire aux états financiers ouverts le 1er janvier 2019 :

	Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (au plus tard pour les exercices ouverts à compter du)
1	Amendments to IFRS10 and IAS28: Sale or Contribution of Assets between an Investor and its Associate or Joint Venture Effective date of amendments to IFRS10 and IAS 28	Reportée sine die	Suspendu
2	IFRS 17 Insurance contracts	1/01/2021	ND
3	Amendment to IFRS 3 : definition of a business	1/01/2020	Endossement attendu 2019
4	Amendment to IAS 1 and IAS 8: definition of material	1/01/2020	Endossement attendu 2019

Le processus de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les états financiers consolidés du groupe est en cours.

Par ailleurs les comptes consolidés, annuel du groupe ne tiennent pas compte des projets de normes et interprétations qui ne sont encore qu'à l'état d'exposé sondage à l'IASB et l'IFRIC à la date de clôture.

- **Recours à des estimations**

La préparation des états financiers IFRS nécessite de la part de la Direction d'effectuer des estimations, d'exercer un jugement et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources.

Ces estimations n'ont pas évolué de façon significative depuis le 31 décembre 2018.

- **Saisonnalité**

Il n'existe pas de saisonnalité marquée impactant le résultat au 30 juin 2019.

Cependant, les ventes importantes de vin rosé et la préparation des foires aux vins d'Automne, notamment, génèrent systématiquement au 30 juin, une hausse significative du Besoin en Fonds de Roulement et du Besoin de Trésorerie (cf. notes 14 et 15).

Note 4. Evolution du périmètre de consolidation

Au 30 juin 2019, le périmètre de consolidation du groupe AdVini comprend 69 sociétés dont 63 sont consolidées par intégration globale et 6 par mise en équivalence (contre 66 sociétés au 31 décembre 2018).

Au cours de l'exercice les opérations suivantes ont été effectuées :

- Création de L&M Holding détenue à 45% par la société Garri du Gai. Cette société détient 100% de la SCEA du château Liversan, nouvellement créée et 100% de la SCEA Château Mirefleurs. Cette société est consolidée par mise en équivalence.
- Augmentation de la participation d'Advini ASA dans la société Stellenbosch Vineyards qui passe de 56.83 % à 65.3%.

Liste des sociétés du Groupe :

	NOM DE LA SOCIETE	% CONTROLE	% INTERET	DEVISE	METHODE DE CONSOLIDATION
1	AdVini (Mère)	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
2	SARL TRANSPORTS LODEZIENS	99,95%	99,95%	Euro	Intégration globale
3	SAS OGIER	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
4	SAS ETS LEONCE AMOUROUX	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
5	SAS CAZES	90,00%	90,00%	Euro	Intégration globale
6	SAS GASSIER	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
7	SAS RIGAL	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
8	SAS ANTOINE MOUEIX	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
9	SAS IMPRESSIONS DE L'ENCLOS	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
10	GIE L'ORMARINE ET JEANJEAN	50,00%	71,43%	Euro	Intégration globale
11	ADVINI USA, Limited (Etats-Unis,)	100,00%	100,00%	Dollar US	Intégration globale
12	ADVINI CANADA, Incorporated (Canada)	100,00%	100,00%	Dollar CAD	Intégration globale
13	SCEA CHÂTEAU CAPET GUILLIER	99,99%	99,99%	Euro	Intégration globale
14	SCEA NOTRE DAME DE COUSIGNAC	99,61%	99,61%	Euro	Intégration globale
15	SCEA LE FENOUILLET	99,97%	99,97%	Euro	Intégration globale
16	SCEA CHÂTEAU GRAND RENOM	99,90%	99,90%	Euro	Intégration globale
17	SCEA MAS DE PIVE	99,99%	99,99%	Euro	Intégration globale
18	SCEA CLOS DE L'ORATOIRE (ex. RAYMOND)	99,80%	99,80%	Euro	Intégration globale
19	SCI CHÂTEAU BARON GEORGES	99,95%	99,95%	Euro	Intégration globale
20	SCI ADVINI PATRIMOINE	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
21	SCI ANTOINE MOUEIX	99,90%	99,90%	Euro	Intégration globale
22	SAS LA TABLE D'AIME	51,72%	46,55%	Euro	Intégration globale
23	SCEA CHÂTEAU GASSIER	48,98%	48,98%	Euro	Mise en équivalence
24	SAS DOMAINE LAROCHE	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
25	SAS MAS LA CHEVALIERE	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
26	EURL LE VIEUX MOULIN	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
27	SCI DU DOMAINE LAROCHE	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
28	ADVINI LATAM (, Limitada, Chili)	100,00%	100,00%	Peso chilien	Intégration globale
29	ADVINI UK (Royaume-Uni)	100,00%	100,00%	Livre sterling	Intégration globale
30	L'AVENIR (Limited, Afrique du Sud)	100,00%	100,00%	Rand	Intégration globale
31	VINA CASABLANCA, Limitada (Chili)	30,90%	30,90%	Dollar US	Mise en équivalence
32	SCEA PAULILLES	99,90%	89,90%	Euro	Intégration globale
33	CLUB FRANCAIS DU VIN	62,50%	62,50%	Euro	Intégration globale
34	CLUB FRANCAIS DU VIN SUISSE	65,00%	65,00%	CHF	Intégration globale
35	SCEA DOMAINE DU CAUSSE D'ARBORAS	99,00%	99,00%	Euro	Intégration globale
36	SCEA MAS NEUF DES ARESQUIERS	99,00%	99,00%	Euro	Intégration globale
37	SC DU CAUSSE D'ARBORAS	50,50%	50,50%	Euro	Intégration globale
38	EURL LE JARDIN DES ARESQUIERS	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
39	ADVINI ASIA	100,00%	100,00%	Dollar HKD	Intégration globale
40	ADVINI SHANGHAI	100,00%	100,00%	Yuan Chinois	Intégration globale
41	SELECT VINS ADVINI INC	50,00%	50,00%	Dollar CAD	Mise en équivalence
42	SAS MAS NEUF	52,00%	52,00%	Euro	Intégration globale
43	SARL ECOLE DES VINS ADVINI	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
44	SCEA DOMAINE DES TERRES BLANCHES	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
45	ADVINI AB	100,00%	100,00%	SEK	Intégration globale
46	CHAMPY	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
47	SCEV Domaine de Champy	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
48	SCEV Laleure Piot	48,80%	48,80%	Euro	Intégration globale
49	SCEA Domaine Cazes	99,90%	89,90%	Euro	Intégration globale
50	SCI Cazes	100,00%	99,01%	Euro	Intégration globale
51	SAS AMP MEDOC	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
52	SCEA Patache d'AUX	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
53	SCEA Garri du Gai	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
54	Advini South Africa	100,00%	100,00%	Rand	Intégration globale
55	Ken Forester	100,00%	51,00%	Rand	Intégration globale
56	Maison du Cap	100,00%	100,00%	Rand	Intégration globale
57	Le Bonheur	100,00%	100,00%	Rand	Intégration globale
58	SCEA Domaine de Rocquefeuille	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
59	SCEA Domaine de la Roncière	99,00%	99,00%	Euro	Intégration globale
60	SCI La Roncière	51,00%	51,00%	Euro	Intégration globale
61	SARL MAS DE LUNES	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
62	SAS MATPRO	75,00%	75,00%	Euro	Intégration globale
63	SARL VIGNOBLES EN VOL	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
64	SCEA DE LANDEYRAN	100,00%	100,00%	Euro	Intégration globale
65	STELLENBOSCH VINEYARDS	65,30%	65,30%	Rand	Intégration globale
66	PRODEGUSTATION	65,00%	65,00%	Euro	Intégration globale
67	L&M HOLDING	45,00%	45,00%	Euro	Mise en équivalence
68	SCEA LIVERSAN	45,00%	45,00%	Euro	Mise en équivalence
69	SCEA MIREFLEURS	45,00%	45,00%	Euro	Mise en équivalence

Note 5. Information sectorielle

Le Groupe AdVini est organisé autour d'un secteur opérationnel principal : le secteur « vin ».

AdVini intervient sur toute la filière vin, et de façon quasi exclusive dans ce secteur, en tant que producteur, éleveur, négociant et metteur en marché.

AdVini est organisé autour de maisons de vins, implantées au cœur des principales régions viticoles, et de structures centralisées qui regroupent les fonctions support et la commercialisation.

Ces secteurs opérationnels ont été regroupés car ils remplissent les critères de regroupement d'IFRS8.12 pour être regroupés en un seul secteur Vin.

Au 30 juin 2019	Secteur Vin	Autres	Eliminations inter secteurs	Total
Chiffre d'Affaires	128 333	5 643	-3 484	130 491
Marge Brute	47 546	3 772	-2 180	49 138
%	37%	67%	63%	38%
Résultat Opérationnel	2 197	420	0	2 617
Résultat avant IS	1 391	389	0	1 780
Charge d'Impôt	383	-13	0	370
Actifs sectoriels	428 242	10 276	-8 310	430 208

Au 30 juin 2018	Secteur Vin	Autres	Eliminations inter secteurs	Total
Chiffre d'Affaires	117 572	5 083	-3 321	119 334
Marge Brute	45 743	3 450	-2 227	46 967
%	39%	68%	67%	39%
Résultat Opérationnel	1 770	104	0	1 874
Résultat avant IS	1 059	73	0	1 132
Charge d'Impôt	678	15	0	693
Actifs sectoriels	388 870	9 704	-6 689	391 885

Note 6. Immobilisations incorporelles

en milliers d'euros	Logiciels (ERP)	Marques	Autres	Total
Valeurs brutes au 31 décembre 2018	12 849	23 456	7 680	43 985
Retraitement droits utilisation			(9 124)	-9 124
Regroupement d'entreprises				0
Acquisitions	224	68	12	303
Cessions /Diminution	(136)			-136
Ecart de conversion		118	1	119
Autres	(2 441)	48	2 408	16
Valeurs brutes au 30 juin 2019	10 496	23 689	977	35 162
Dépréciations et amortissements cumulés au 31 décembre 2018	3 627	385	711	4 724
Retraitement droits utilisation			(424)	-424
Regroupement d'entreprises				0
Dotation aux Amortissements	673	-	41	714
Cessions/Diminution	(72)			-72
Ecart de conversion	-	(0)	0	0
Autres	-	-	(3)	-3
Dépréciations et amortissements cumulés au 30 juin 2019	4 229	385	325	4 939
Valeurs nettes au 31 décembre 2018	9 221	23 070	6 969	39 261
Valeurs nettes au 30 juin 2019	6 267	23 304	653	30 223

Note 7. Immobilisations corporelles

en milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres	Total
Valeurs brutes au 31 décembre 2018	62 116	70 501	62 985	24 475	220 077
Retraitement droits utilisation			(14 798)	(2 133)	(16 932)
Regroupement d'entreprises	(203)	(260)	(830)	(44)	(1 337)
Acquisitions	86	495	1 952	1 373	3 906
Cessions /Diminution	-	(193)	(518)	(305)	(1 016)
Ecart de conversion	138	127	79	19	363
Autres	(1 013)	1 756	2 314	(2 874)	184
Valeurs brutes au 30 juin 2019	61 125	72 426	51 184	20 511	205 246
Dépréciations et amortissements cumulés au 31 décembre 2018	4 583	28 840	42 482	14 911	90 817
Retraitement droits utilisation			(10 685)	(1 863)	(12 548)
Regroupement d'entreprises	(180)	(21)	(611)	(30)	(842)
Dotation aux Amortissements et Provisions	233	1 254	1 303	968	3 758
Cessions/Diminution	-	(190)	(519)	(276)	(986)
Ecart de conversion	2	8	67	8	84
Autres	-	-	-	0	0
Dépréciations et amortissements cumulés au 30 juin 2019	4 638	29 890	32 037	13 718	80 284
Valeurs nettes au 31 décembre 2018	57 533	41 661	20 502	9 564	129 260
Valeurs nettes au 30 juin 2019	56 487	42 536	19 147	6 792	124 962

Dans les notes 6 et 7, le retraitement droits d'utilisation du 31 décembre 2018 concerne les valeurs de fermage et les crédits baux présents désormais dans la note 8.

Note 8. Droits d'utilisation et dettes locatives

Droits d'utilisation

Droits d'utilisation en milliers d'euros	Locations						Locations financements			Total droits
	Fermages	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres	Total	Installations techniques, matériels et outillages	Autres	Total	
Valeurs brutes au 31 décembre 2018										
Retraitement droits utilisation	26 271	129	4 813	892	116	32 221	14 798	2 133	16 932	49 152
Regroupement d'entreprises						-			-	-
Acquisitions	308					308	139	88	227	535
Cessions /Diminution	(308)					(308)	(425)		(425)	(733)
Ecarts de conversion						-			-	-
Autres						-	85		85	85
Valeurs brutes au 30 juin 2019	26 271	129	4 813	892	116	32 221	14 597	2 222	16 819	49 039
Amortissements cumulés au 31 décembre 2018										
Retraitement droits utilisation	424					424	10 685	1 863	12 548	12 972
Regroupement d'entreprises						-			-	-
Dotation aux Amortissements et Provisions	554	15	422	169	16	1 176	146	556	702	1 878
Cessions/Diminution						-	(425)		(425)	(425)
Ecarts de conversion						-			-	-
Autres						-	(7)		(7)	(7)
Amortissements cumulés au 30 juin 2019	979	15	422	169	16	1 601	10 398	2 419	12 818	14 418
Valeurs nettes au 31 décembre 2018										
Valeurs nettes au 30 juin 2019	25 292	114	4 391	724	100	30 620	4 199	-198	4 001	34 621

Dettes locatives

en milliers d'euros	Emprunts sur location financement	Emprunts sur location	Total
Valeur au 31 décembre 2018			
Augmentation	144	308	452
Retraitement des dettes locatives	3 495	23 096	26 591
Diminution	(508)	(1 159)	(1 666)
Regroupement d'entreprises			-
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés			-
Écart de conversion	0		0
Autres variations	91		91
Valeur au 30 juin 2019	3 222	22 245	25 467
dont part courante	904	2 581	3 485
dont part non courante	2 318	19 664	21 982

Droits d'utilisation - Tableau de passage au 1^{er} janvier 2019 avant application de la norme IFRS 16

en milliers d'euros	31/12/2018 publié	31/12/2018 au 01/01/2019 avant traitement IFRS16	Impacts IFRS16	1er janvier 2019
Goodwill	7 862	7 862		7 862
Immobilisations incorporelles	39 261	30 560		30 560
Immobilisations corporelles	129 260	124 877		124 877
Droits d'utilisation		13 084	23 329	36 413
Participations dans des entreprises asso	2 692	2 692		2 692
Autres actifs financiers non courants	824	824		824
Impôts différés actifs	2 191	2 191		2 191
Actifs non courants	182 090	182 090	23 329	205 419
Stocks	118 645	118 645		118 645
Clients	56 528	56 528		56 528
Autres créances	18 973	18 973		18 973
Actifs d'impôts exigibles	1 584	1 584		1 584
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 081	8 081		8 081
Actifs disponibles à la vente	-	-		-
Actifs courants	203 811	203 811		203 811
TOTAL ACTIF	385 901	385 901	23 329	409 230

Les droits d'utilisation avant application de la norme IFRS 16 concernaient les valeurs de fermage et le retraitement des crédits baux en application d'IAS 17.

Dettes locatives - Tableau de passage au 1^{er} janvier 2019 avant application de la norme IFRS 16

en milliers d'euros	31/12/2018 publié	31/12/2018 au 01/01/2019 avant traitement IFRS16	Impacts IFRS16	1er janvier 2019
Dettes financières	52 888	50 425		50 425
Dettes locatives		2 463	19 664	22 127
Passifs d'impôts différés	14 825	14 825		14 825
Provisions part non courante	2 127	2 127		2 127
Passifs non courants	69 840	69 840	19 664	89 504
Dettes financières	125 902	124 870		124 870
Dettes locatives		1 032	3 665	4 697
Dettes d'impôt exigible	401	401		401
Fournisseurs et comptes rattachés	49 749	49 749		49 749
Provisions part courante	1 448	1 448		1 448
Autres passifs courants	34 371	34 371		34 371
Passifs /actifs nc destinés à être cédés	-	-		-
Passifs courants	211 870	211 870	3 665	215 535
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	385 901	385 901	23 329	409 230

Les dettes locatives avant application de la norme IFRS 16 concernaient le retraitement des crédits baux en application d'IAS 17.

Note 9. Autres Charges et produits opérationnels

en milliers d'euros	30/06/2019	30/06/2018
Plus values nettes cessions immobilisations	1 534	1 829
Gains de change	128	126
Badwill et JV MEE		166
Divers produits d'exploitation	618	165
Total autres produits opérationnels	2 279	2 286

en milliers d'euros	30/06/2019	30/06/2018
Moins values nettes cessions immobilisations		
Pertes de change	-32	-347
Frais d'acquisition et cessions immo		
Divers charges d'exploitation	-619	-662
Total autres Charges opérationnelles	-651	-1 010

Note 10. Impôts sur les résultats

en milliers d'euros	30-juin-19	30-juin-18
Charge (produit) d'impôt courant sur les sociétés	507	90
Charge (produit) d'impôt différé	(877)	(783)
Total charge d'impôt	(370)	(693)

Note 11. Résultat par action

en milliers d'euros	30-juin-19	30-juin-18
Résultat net, part du Groupe	1 871	1 789
Résultat net, part du Groupe, pour le résultat dilué	1 871	1 789
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	3 936 394	3 847 952
Nombre moyen pondéré d'actions autodétenues	-86 683	-106 021
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	3 849 712	3 741 931
Effet de la dilution des actions attribuées gratuitement		4 799
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat dilué par action	3 849 712	3 746 730
Résultat par action de base (en euro) total	0,49	0,48
Résultat par action dilué (en euro) total	0,49	0,48

Note 12. Goodwill

UGT	Valeur nette au 31 décembre 2018	Acquisition	Perte de valeur	Cession	Valeur nette au 30 juin 2019
UGT Roussillon (CAZES SAS et PAULILLES)	970				970
UGT Rhône (OGIER, AMOUROUX, RAYMOND, COUSIGNAC, RONCIERE)	1 009				1 009
UGT Sud-ouest (MOUEIX SAS + RIGAL SAS)	890				890
UGT USA (ADVINI USA, ex-Cannon Wines)	190				190
UGT Provence (GASSIER et BARON GEORGES)	531				531
UGT Paris (CFV et PRODEGUSTATION)	4 145				4 145
UGT Afrique du Sud (ASA)	56		1		57
Divers non affecté	71				71
TOTAL	7 862	0	1	0	7 863

Aucun test d'impairment test n'a été réalisé au 30 juin 2019 en l'absence d'indicateur de perte de valeur.

Note 13. Participation dans les entreprises associées

Le total des Bilans (comptes individuels) des entreprises associées s'élève à 28.1 millions d'euros. Le Chiffre d'affaires est de 1.8 millions d'euros pour un résultat net de 0.2 millions d'euros.

en milliers d'euros	Actifs non Courants	Capitaux propres	Endettement financier net	Chiffre d'Affaires	Résultat net	dont quote part groupe
VINA CASABLANCA, Limitada (Chili)	4 786	4 292		1 011	4	1
SCEA CHÂTEAU GASSIER	148	689		465	135	66
SELECT VINS ADVINI	50	76		331	76	38
L&M HOLDINGS	11 638	10 490		0	0	0
TOTAL	16 623	15 547	0	1 807	214	105

Note 14. Stocks

en milliers d'euros	30-juin-19	31-déc-18	30-juin-18
Matières premières (matières sèches)	8 321	6 758	7 287
Vins en vrac	40 938	57 037	47 384
Vins en bouteille	76 426	52 984	63 823
Autres	9 096	2 935	10 202
Valeur brute	134 782	119 715	128 696
Dépréciation	(1 414)	(1 070)	(1 793)
Valeur nette	133 368	118 645	126 903

Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

en milliers d'euros	30-juin-19	31-déc-18	30-juin-18
Valeurs Mobilières de Placement	74	74	75
Disponibilités	11 481	8 008	4 411
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 555	8 081	4 486
Découverts et concours bancaires courants	-119 436	-111 756	-114 877
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets	-107 881	-103 675	-110 391

Note 16. Capital social

- Capital social**

Au 31 décembre 2018, le capital était composé de 3 853 394 actions ordinaires, entièrement libérées d'une valeur nominale de 8 euros.

Le directoire du 2 janvier 2019 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital social résultant de l'attribution de 83 000 actions gratuites au profit du président du directoire (approuvé par le conseil de surveillance du 29 août 2014) portant le nombre d'actions à 3 936 394. L'augmentation de capital en résultant est de 664 000 € par prélèvement sur les réserves.

Au 30 juin 2019, le capital est donc composé de 3 936 394 actions ordinaires, entièrement libérées d'une valeur nominale de 8 euros, les primes d'émission et de fusion s'élevant à 18 522 milliers d'euros.

L'assemblée générale mixte du 13 juin 2019 a approuvé la distribution d'un dividende brut de 0.33 € par action, soit 1 299 K€, qui a été mis en paiement le 31 juillet 2019 (contre 0.41 € au titre de la distribution du résultat de l'exercice 2017, soit 1 577 K€).

- Paiements en actions**

Le Conseil de Surveillance lors de sa réunion du 14 mai 2014 avait déterminé les conditions de mise en place de plans d'attribution gratuite d'actions au bénéfice de certains mandataires sociaux et salariés, sous la condition suspensive de l'autorisation par l'assemblée générale.

L'assemblée générale mixte du 4 juin 2014 avait délégué dans la 20ème résolution tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour mettre en œuvre la mise en place d'un plan d'attribution gratuite des actions aux membres du personnel salarié et/ou mandataires sociaux, et d'une manière générale faire tout ce qui sera nécessaire, notamment en ce qui concerne la mise en place de mesures destinées à préserver les droits des bénéficiaires en ajustant le nombre d'actions attribuées en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société qui interviendraient pendant la période d'acquisition.

Le Directoire, chargé de la mise en œuvre des plans d'attribution, s'est tenu le 12 août 2014.

Le Conseil de surveillance lors de sa réunion du 29 août 2014 a pris connaissance et a approuvé les plans d'attribution d'actions gratuites mis en place par le Directoire.

Le nombre total des actions attribuées gratuitement pour 2014 est de 40 000 actions.

L'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne serait définitive qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans et l'obligation de conservation des bénéficiaires à l'issue de la période d'acquisition est fixée à deux ans.

En plus du critère de présence, l'attribution des actions dépend de la réalisation à la fin de l'année d'un critère de performance basé sur des critères individuels et sur des critères de résultat du groupe.

La juste valeur de ces actions gratuites à la date d'attribution du 12 août 2014 a été évaluée à 29.17 euros pour 2014, sur la base du cours coté de l'action AdVini à cette date et sous déduction des dividendes attendus auxquels les détenteurs de ces actions gratuites n'ont pas droit pendant la période d'acquisition de deux ans, suivie d'une période d'incessibilité de deux années supplémentaires.

Les critères de performance ont été atteints pour l'année 2014 et 38 771 actions ont été définitivement attribuées sur les 40 000 actions ci-dessus mentionnées (1 229 actions non attribuées).

Les critères de performance ayant été partiellement atteints pour l'année 2016, 4 926 actions ont été également attribuées au titre de ce plan.

Au titre du premier semestre 2019, la charge comptabilisée au titre du plan 2014 est de 16 milliers d'euros.

Note 17. Dettes financières

en milliers d'euros	Emprunts sur location financement	Emprunts envers établissements de crédit	Instruments dérivés passifs	Concours bancaires	Autres	Total
Valeur au 31 décembre 2018	3495	62 963	73	111 755	503	178 790
Augmentation		5 884		7 622	42	13 548
Retraitement dettes locatives	(3 495)					(3 495)
Diminution		(6 771)				(6 771)
Regroupement d'entreprises						-
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés						-
Écart de conversion	0			58	10	68
Autres variations						-
Valeur au 30 juin 2019	0	62 077	73	119 435	555	182 140
dont part courante		12 888		119 435		132 322
dont part non courante		49 190	73	0	555	49 818

Le retraitement dettes locatives du 31 décembre 2018 concerne les crédits baux présents désormais dans la note 8.

Note 18. Parties liées

- **Achats et ventes de biens et services**

en milliers d'euros	30-juin-19	30-juin-18
Ventes au Groupe Advini	2 250	2 310
Achats au Groupe Advini	127	110

- **Rémunération des membres du Directoire, du Conseil de Surveillance et de la direction générale**

en milliers d'euros	30-juin-19	30-juin-18
Avantages à court terme	549	670
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paievements en actions		
Total	549	670

En complément des informations mentionnées dans le tableau qui précède, il existe des indemnités compensatrices en cas de rupture de contrat ou de mandat dont le total pourrait, au maximum pour l'ensemble des indemnités, représenter un montant 1 405 202 €. Aucune charge n'est constatée au titre de ces indemnités sur le premier semestre 2019. Il n'existe pas de stock-options.

Depuis l'exercice 2011, tous les dirigeants salariés bénéficient d'une retraite complémentaire « article 83 ». Cela concerne deux membres du Conseil de surveillance et deux membres du Directoire.

Note 19. Engagements et passifs éventuels

Les engagements et passifs éventuels ne diffèrent pas significativement dans leur nature et leur montant par rapport à la situation qui prévalait au 31 décembre 2018.

Note 20. Evénements postérieurs à la clôture de la période

Afin d'optimiser son BFR, Advini a signé un contrat d'affacturage déconsolidant le 20 juin 2019. Dans ce cadre, une phase test a été effectuée sur le mois de juin : 7 M€ de créances ont été cédées. A noter que sur le mois de juillet, 30 M€ de créances ont été cédées.

V – Rapport des commissaires aux comptes sur l’information financière semestrielle

KPM AUDIT SUD -EST
480, avenue du Prado
13269 Marseille Cedex 08
S.A.S. au capital de € 200.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale d’Aix-en-Provence – Bastia

ERNST & YOUN Audit
1025, rue Henri Becquerel
C.S. 39520
34961 Montpellier Cedex 02
S.A.S. à capital variable
344 366 316 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

AdVini

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur l’information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AdVini, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui expose les impacts de l'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » à compter du 1^{er} janvier 2019.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Marseille et Montpellier, le 12 septembre 2019

Les Commissaires aux Comptes

KPMG AUDIT SUD-EST

ERNST & YOUNG Audit

Stéphane Orlando

Marie-Thérèse Mercier